REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JANVIER 2023 A 19 H 45

L'an deux mil vingt-trois, le vingt-cinq janvier à dix-neuf heures quarante-cinq, le Conseil Municipal s'est réuni à la mairie, sous la présidence de M. Maxime GROSHENRY, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 19 – Quorum : 10

Membres présents : M. Maxime GROSHENRY, M. Nicolas DEMOLY, Mme Isabelle LEFEBVRE, M. Christophe FAIVRE-PIERRET, Mme Anne HENRY, M. Patrice PRETOT, M. Michel DARTEVEL, Mme Laurence JACQUIER, Mme Isabelle GAINET, Mme Nathalie LAURENT, Mme Christina MARCHAND, Mme Bénédicte CHARITE, Mme Corinne BERTRAND, M. Ghislain VICAIRE, M. David BOILLIN, M. Pierre CLAUSSE, M. Emmanuel LACOMBE, M. David HUMBERT

Membres absents et excusés : Mme Mireille PICARD, excusée, pouvoir à Mme Nathalie LAURENT

Président de la séance : M. Maxime GROSHENRY

Secrétaire : En application de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales, le Conseil Municipal nomme M. David BOILLIN pour remplir les fonctions de secrétaire

ORDRE DU JOUR :

- 1) Présentation projet signalétique (avec la présence de Samia BOULEBIAR de la société BFC SIGNAUX)
- 2) Demande de subvention au Département du Doubs (main courante pont au-dessus voie verte – direction Bonnevaux)
- 3) Questions diverses

Le procès-verbal du Conseil Municipal du 1^{er} décembre 2022 est approuvé à la majorité.

PRESENTATION PROJET SIGNALÉTIQUE (AVEC LA PRESENCE DE SAMIA BOULEBIAR DE LA SOCIÉTÉ BFC SIGNAUX)

M. David BOILLIN, Conseiller délégué, informe le Conseil Municipal, qu'avec Mme Samia BOULEBIAR de la société BFC Signaux, un état des lieux de la signalétique a été effectué sur la commune.

Il informe le Conseil Municipal qu'un document va leur être présenté mais qu'il ne s'agit que d'un « premier jet », d'un support de travail et que rien n'est encore décidé.

Sur ce document, des photos de différents endroits de la commune permettant d'identifier les commerces, les différents bâtiments de la commune.

Pendant toute la diffusion de ce document, des questions émanent des conseillers concernant :

- La couleur et la forme de la signalétique (un seul support ou deux supports pour fixer les panneaux indicatifs)
- Les noms à indiquer sur cette signalétique (nom de l'entreprise, nom des GAEC Agricoles...),
- Faut-il indiquer toutes les entreprises où seulement celles susceptibles de recevoir du public ?

Sur plusieurs de ces questions, Mme Samia BOULEBIAR, indique qu'il y a des normes à respecter vis-à-vis du code de la route (hauteur des panneaux, sens de lecture des informations...)

Après ces différents échanges, le Conseil Municipal, informe M. David BOILLIN de son accord afin d'approfondir cette étude de signalétique.

PONT DIRECTION BONNEVAUX – MAIN COURANTE : DEMANDE DE SUBVENTION AU DEPARTEMENT DU DOUBS

Le Maire rappelle au Conseil Municipal les travaux effectués par le Département du Doubs récemment sur la voie verte Ornans / L'Hôpital-de-Grosbois notamment la création d'un accès (PMR, service de secours) depuis la route de Bonnevaux.

Le Maire propose au Conseil Municipal la reprise du garde-corps du pont surplombant la voie verte au niveau de cet accès créé par le Département.

Il informe également que cette reprise du garde-corps peut être subventionnée à hauteur de 50 % par le Département du Doubs.

Un devis a été demandé pour ces travaux à la métallerie SARL ALLEMAND à Ornans et il s'élève à 10 480.00 € HT soit 12 576.00 € TTC.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- Accepte la réalisation de ces travaux de reprise du garde-corps du pont route de Bonnevaux (surplombant la voie verte) dont le coût s'élève à 10 480.00 € HT,
- Sollicite l'aide financière du Département du Doubs à hauteur de 50 %,
- Accepte le plan de financement suivant :

Devis Métallerie ALLEMAND - HT	10 480.00 €
TVA :	2 096.00 €

TTC :	12 576.00 €
Subvention du Département (50 %) :	5 240.00 €
Fonds Libres :	7 336.00 €

- Autorise le Maire à signer le dossier de demande de subvention auprès du Département du Doubs ainsi que tout document se référant à ce dossier,
- Demande à pouvoir commencer les travaux avant la notification de la décision attributive de la subvention.

QUESTIONS DIVERSES

➤ Gîte d'étape et de séjour - Convention

Le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération 2021-12-18 du 22/12/2021 concernant la convention passée entre la commune et l'Association Sportive et Culturelle (ASC) du Plateau de Tarcenay concernant la gestion de l'ensemble immobilier sis 16 rue de l'Eglise à Foucherans.

Le Maire donne lecture au Conseil Municipal du courrier du Président de l'ASC du Plateau de Tarcenay en date du 18/01/2023 concernant cette mise à disposition.

Ces locaux sont aujourd'hui affectés au gîte d'étape et de séjour et géré par l'ASC du Plateau de Tarcenay.

Dans son article 3 alinéa 3, la convention stipulait « l'association réservera une partie des locaux (grange) pour le stockage des collections d'objets présentées antérieurement dans la partie musée rural et qui resteront la propriété de l'association les amis du musée rural »

A ce jour, lesdites collections ont été remises à différents musées et à des particuliers collectionneurs : en conséquence les locaux affectés au stockage ont été libérés.

Il convient donc de supprimer l'alinéa 3 de l'article 3 de la convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, accepte le retrait de cet alinéa 3 de l'article 3 de cette convention et autorise le Maire à signer la convention modifiée comme ci-dessous :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS GITE D'ETAPE

Entre :

La commune de TARCENAY-FOUCHERANS

Représentée par M. Maxime GROSHENRY, Maire, dument mandaté par délibération du Conseil Municipal du 25/01/2023

Et :

L'association bénéficiaire dénommée Association Sportive et Culturelle du Plateau de Tarcenay,

Représentée par son Président, M. Jacques MONIOTTE dument mandaté par délibération du conseil d'administration du 21/10/2021

et dont le siège social est sis à FOUCHERANS et dont l'objet est la mise en œuvre d'activités culturelles et sportives :

- pour les activités culturelles : la musique le théâtre la lecture et tout autre activité favorisant le développement culturel à titre général.
- pour les activités sportives : les activités permettant une pratique de loisirs ou de découverte
- la gestion du gîte d'étape situé au 16rue de l'église à Foucherans

Article 1 :

La commune met à disposition de l'association les locaux et les terrains y afférent dont elle est propriétaire, sis 16 rue de l'Eglise implantés sur les parcelles AB 17 et AB 108.

Article 2 :

Cette mise à disposition est réalisée dans les conditions financières suivantes :

- les locaux sont mis à disposition moyennant le versement d'un loyer de 150 € annuel,
- l'association supportera l'ensemble des charges incombant normalement au locataire (chauffage au gaz, électricité, frais d'entretien des matériels mis à disposition, taxes),
- les travaux, quelque en soit la nature (à l'exception des travaux d'entretien), devront être portés à la connaissance de la commune et devront recevoir son accord.

Article 3 :

L'association s'engage à affecter les locaux à la réalisation des activités ou actions suivantes :

- gestion du gîte d'étape : accueil de groupes ou de particuliers.
- organisation de manifestations relevant de l'objet de l'association

Article 4 :

L'association s'engage :

- à préserver le patrimoine municipal en assurant la surveillance et l'entretien des locaux et en veillant à leur utilisation rationnelle, afin d'éviter toute dégradation ou toute usure

- anormale des équipements,
- à prendre toutes les mesures de sécurité prévues par la réglementation en matière de locaux accueillant du public, afin de garantir la sécurité des personnes et des équipements,
 - à garantir le bon fonctionnement de la structure en offrant aux adhérents l'ensemble des prestations faisant partie de l'objet de l'association et en veillant à ne pas troubler l'ordre public,
 - à entretenir des relations de bon voisinage avec les habitants du quartier

Article 5 :

L'association s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile. Une copie du contrat devra être produite à l'appui de la présente convention.

Article 6 :

Dans le cadre des mises à disposition des locaux, l'association est autorisée à percevoir une prestation pour l'utilisation du gîte, soit à la nuitée, soit à la semaine, groupes ou individuels, Le montant des prestations sera communiqué à la commune au plus tard le 1er mai de chaque année- La commune bénéficie d'une mise à disposition sans contrepartie pour les rencontres ou les animations qu'elle souhaiterait organiser sur le site.

Article 7 :

L'association s'engage à fournir, avant l'année suivante, un bilan et un compte de résultat, conformes au plancomptable général révisé, certifiés conformes par le Président. En vertu des dispositions de la loi 93-122 du 29 janvier 1993 et du décret 93-568 du 27 mars 1997, une certification par un commissaire aux comptes est par ailleurs obligatoire dans le cas où le montant de l'aide publique enregistrée au cours de l'exercice atteindrait 150 000 € (total des subventions perçues par l'association provenant de l'Etat, des collectivités locales ou établissements publics). Ils comprendront en annexe le détail des sommes encaissées prévues à l'article 7 ainsi que les nouvelles propositions forfaitaires.

Article 8 :

L'association s'engage à informer la collectivité de tous les problèmes pouvant survenir dans l'exercice de la présente convention, ainsi que d'autoriser le contrôle de ses actions et l'examen de ses comptes par les services de la commune, notamment par l'accès aux locaux et aux documents administratifs et comptables.

Article 9 :

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 10 :

En cas d'atteinte à l'ordre public ou de dégâts interdisant la continuité normale de l'activité, la collectivité se réserve le droit de procéder à la fermeture des locaux sans préavis, sur arrêté pris par son exécutif.

Article 11 :

Tous les changements qui pourraient intervenir dans le fonctionnement ou dans les statuts de l'association devront être signalés à la collectivité dans les 30 jours de leur intervention et pourront donner lieu à une révision de la présente convention, par voie d'avenant, ou à sa résiliation dans les conditions prévues à l'article 9 et 10 ci-avant.

Article 12 :

La présente est établie pour une durée de 3 ans et renouvelée par tacite reconduction. En cas de dénonciation de la présente par l'une ou l'autre des parties, celle-ci devra intervenir 6 mois avant le

terme par lettre recommandée avec accusé de réception. Le changement d'objet de l'association, sa dissolution ou une modification substantielle de son activité entraîne de plein droit l'annulation de la présente convention.

Article 13 :

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle. En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Besançon.

➤ **Gîte d'étape et de séjour : Travaux d'aménagement par des bénévoles**

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune est propriétaire des locaux où se situe le gîte.

Il indique au Conseil Municipal que suite à une saison estivale gérée par l'Association Sportive et Culturelle (ASC) du Plateau de Tarcenay et après différents échanges avec ces bénévoles, il conviendrait d'effectuer quelques travaux de réaménagement dans les locaux.

Le Maire informe le Conseil Municipal que des bénévoles sont organisés pour effectuer ces aménagements :

- création d'une nouvelle chambre afin de pouvoir supprimer quelques lits superposés,
- réaménagement de la cuisine,
- réaménagement de la salle de bains...

Plusieurs devis pour l'achat de matériaux ont été établis pour effectuer ces travaux.

Le Maire propose au Conseil Municipal que la commune achète ces matériaux et de laisser les bénévoles effectuer les travaux.

Le Conseil Municipal accepte cette proposition.

Le Maire indique également que le Président de l'ASC du Plateau de Tarcenay invite volontiers les élus à se rendre sur les lieux si ils veulent se rendre compte des travaux.

➤ **Commission Fêtes & Cérémonies**

Mme Isabelle LEFEBVRE, Adjointe, rappelle au Conseil Municipal que le repas des aînés a lieu samedi 28 janvier 2023 au CAL à Ornans.

Elle leur rappelle l'organisation de cette journée et indique qu'à ce jour, 142 aînés avaient répondu positivement à cette invitation et qu'au total, il y aurait 176 convives.

➤ **Ligue contre le Cancer**

Le Maire informe le Conseil Municipal, que la collecte 2022 au profit de la Ligue Contre le Cancer s'élève à la somme de 10 807 € et que, par rapport à 2021, les dons sur la commune est en augmentation de 6 %.

Le Maire remercie tous les généreux donateurs.

➤ **Communauté de Communes Loue Lison : subvention proposée pour l'achat de vélo à assistance électrique (VAE)**

Le Maire informe le Conseil Municipal que la Communauté de Communes Loue Lison a mis en place, dans la réalisation de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), une aide à l'acquisition de 200 € pour l'achat d'un vélo à assistance électrique neuf.

Cette aide, cumulable avec l'aide de l'Etat « Bonus vélo », peut être accordée selon les conditions suivantes :

- Aide réservée aux habitants majeurs de la CCLL,
- Une seule subvention par foyer,

- Demande d'aide et date de facture du VAE postérieures au 1^{er} janvier 2023,
- Aucune condition de ressources

Le règlement d'intervention et le formulaire de demande sont disponibles sur le site internet de la CCLL.

➤ **Vidéo surveillance**

Sur les lieux du site scolaire unique (en création), une vidéo surveillance sera mise en place. Dans le cadre de prévention, d'explication sur cette mise en place sur ce site, mais également dans le cadre d'une éventuelle mise en place sur la commune, le Maire indique au Conseil Municipal que le Major BRUNELLI, Référent Sureté Gendarmerie, viendra en mairie le lundi 13 février à 18 h 00 informer, échanger avec les élus qui le souhaitent sur les règles à respecter pour l'installation de vidéo surveillance.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est close à 22 h 45.

LISTE DES DELIBERATIONS PRISES

n° des délibérations prises au cours de cette séance	Objet de la délibération
2023-01-01	Gîte : Convention avec l'Association Sportive et Culturelle (ASC) du Plateau de Tarcenay
2023-01-02	Pont de Bonnevaux – Garde-corps : Demande de subvention auprès du Département du Doubs

SIGNATURES

M. Maxime GROSHENRY,
Maire

M. David BOILLIN,
Secrétaire de séance